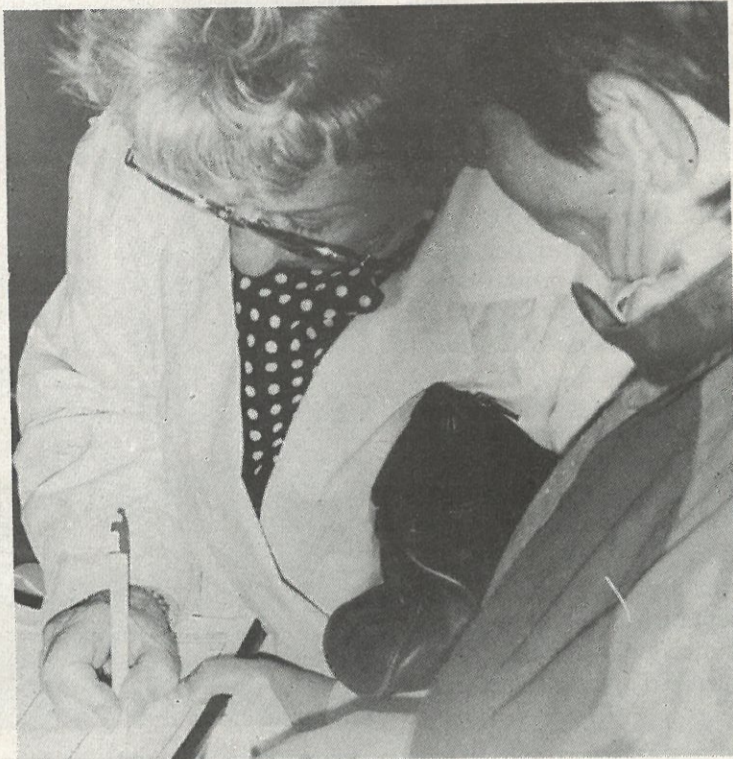


Les Nouvelles

de Loire Atlantique

Bi-mensuel édité par la Fédération du Parti Communiste Français
N° 653 - 31 janvier 1997 - Prix 2,50 F

**Monnaie
unique :**
La décision
doit
appartenir
à notre
peuple.



Il doit être consulté

PAR REFERENDUM



Michel Rica

Des initiatives pour construire le changement en 1998

● Dans le prolongement du 29^e Congrès, le Parti Communiste va prendre des initiatives afin de continuer à s'opposer aux mauvais coups du pouvoir et construire des rassemblements permettant d'ouvrir une perspective alternative de changement répondant aux aspirations de notre peuple.

Nous engageons une campagne de très grande ampleur pour exiger le référendum sur la monnaie unique. « 66 % des Français souhaitent être consultés ».

Les communistes ont déjà contribué en particulier depuis l'élection présidentielle à faire monter cette exigence.

Nous proposons donc d'amplifier cette bataille avec la pétition.

D'autres forces politiques ont pris position en faveur du référendum, c'est pourquoi cette bataille sera ponctuée d'initiatives nationales et départementales pluralistes.

Autre initiative que les communistes vont mener c'est de tenir dans tout le pays des assises pour le changement en 98.

Dans le prolongement des forums, nous proposons que les citoyens s'emparent, dans les conditions d'aujourd'hui de la question de l'union nouvelle à construire à gauche.

Nous souhaitons que des confrontations

entre forces politiques de gauche aient lieu sur le contenu et les conditions du changement et ceci devant et avec la population.

Les luttes sociales portent les exigences de notre peuple et nous voulons avec lui prolonger le débat sur les réponses politiques nouvelles, nécessaires pour le pays.

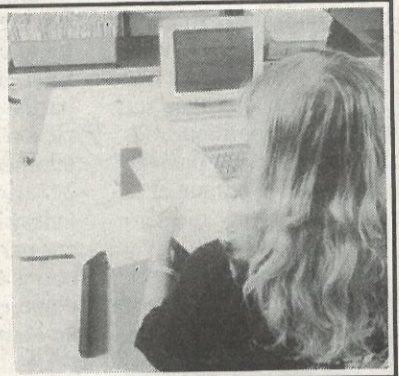
Pour mettre en œuvre ces initiatives, nous avons besoin d'ouvrir en grand les portes du Parti Communiste.

Etre utile, c'est créer les conditions pour que plus de gens se mettent au service de l'intervention citoyenne. Plus il y aura de communistes et de cellules, plus il y aura d'artisans de cette intervention.

Les communistes vont dans les prochains jours, prolonger les invitations aux débats avec la tenue des rencontres publiques.

Ces rencontres permettront dans un même mouvement de proposer les pétitions sur la monnaie unique, de faire connaître largement la politique que nous avons décidée à notre Congrès et poseront aussi la question du renforcement du P.C.F. afin de donner plus de force aux luttes du quotidien et construire une politique nouvelle.

▷ **SOIS-RE-BELLE ET T'ES TOI !** C'est le spectacle, une comédie musicale, qui vous sera présentée le samedi 8 mars à Nantes, Salle Francine Vasse à l'initiative de la Fédération du Parti Communiste. A l'heure où les questions de parité Hommes Femmes soulèvent bien des propos, Patricia Morinière répond à nos questions sur cette initiative et sur la place des Femmes dans notre société.



▷ **SI L'ON ÉCOUTE LES « BIEN PENSANTS »** des sphères gouvernementales et patronales, l'âge de la retraite non seulement ne peut-être avancée mais pourrait être retardée à 65-70 ans. Argent et Démographie obligent. Pourtant un large mouvement se dessine autour de cette idée de la retraite à 55 ans. (Page 6)



76 %

▷ des personnes qui déclarent voter pour le Parti Communiste se disent sûres de leur choix et ne reviendront pas sur leur décision. C'est ce qui ressort du baromètre de la Sofres Nouvel Observateur qui indique également une progression des intentions de vote en faveur du Parti Communiste Français (11 %).



ACTUALITE

• SOUSCRIPTION

▷ Publication de la deuxième liste de la souscription pour la Maison des Communistes pour permettre l'entretien, la modernisation et la réparation de la Fédération Page 3

• LA DIRECTION FEDERALE

▷ Dans la répartition des responsabilités, le Comité Fédéral a décidé de la mise en œuvre des décisions de la Conférence Fédérale. Pages 4 et 5

• L'INSECURITE

▷ Les communistes des Dervallières à leur demande sont reçus par le Directeur de Cabinet du Préfet. Le Procureur de la République évoque la fracture sociale sur les questions d'insécurité. Page 6

Rencontre nationale P.C.F. - M.D.C.

Le 7 janvier dernier, s'est tenue une rencontre entre des délégations du Mouvement des Citoyens et du Parti Communiste Français. A l'issue de la rencontre, les 2 délégations conduites par Robert Hue et Jean-Pierre Chevènement ont adopté une déclaration commune sur la situation politique, les conséquences du passage à la monnaie unique et la nécessité d'un référendum.

Rappelant que ce choix (de la monnaie unique) enferme durablement notre pays dans le carcan des critères de convergence fixés par le traité de Maastricht, les deux délégations estiment que pour mener une politique active en faveur d'une croissance saine et de l'emploi, il est nécessaire de s'arracher des ornières de cette logique ultralibérale et du carcan rigide d'une monnaie unique.

Elles estiment ensuite que pour mener une politique réellement alternative, conforme aux inté-

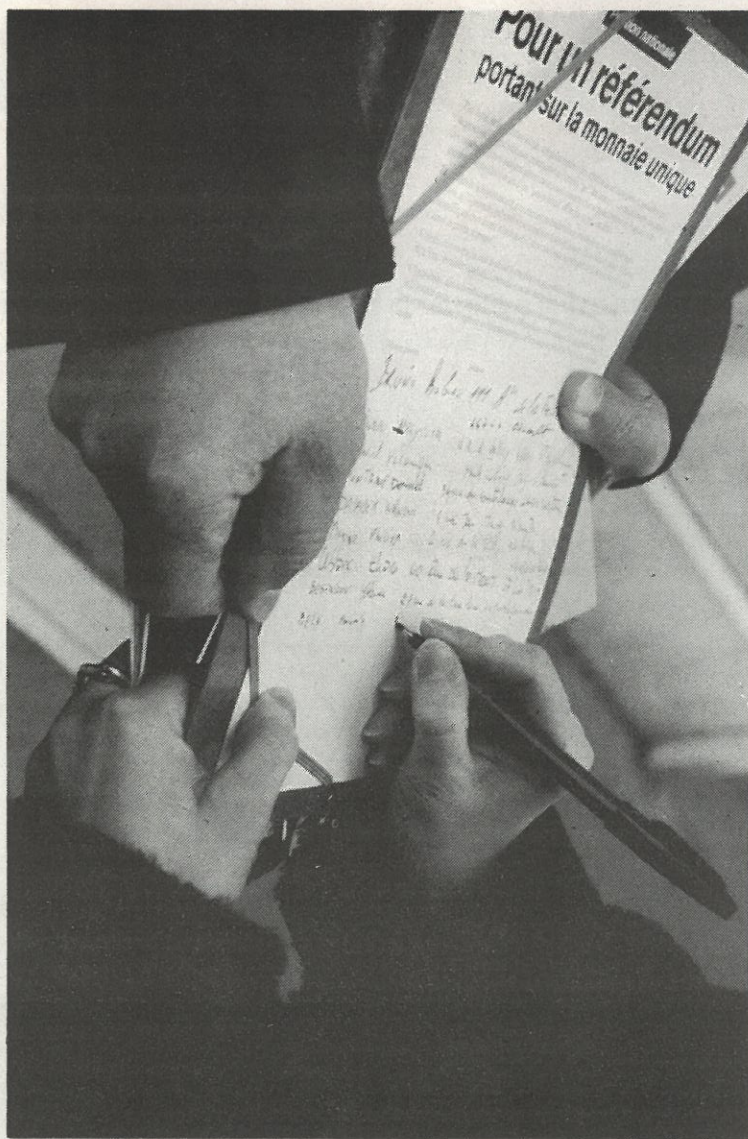
rêts de notre peuple, la France doit garantir sa souveraineté. Sincèrement attachés à la construction d'une Europe démocratique respectueuse des nations qui la composent, orientée vers la lutte contre le chômage, ouverte à l'Est et au Sud, les deux partis proposent de réorienter la construction européenne vers des coopérations monétaires, industrielles, culturelles et en particulier de larges efforts communs en faveur d'une croissance saine et de l'emploi.

Les deux délégations entendent enfin alerter le peuple français sur les dangers graves résultant de la poursuite du processus d'intégration économique et monétaire. Elles demandent que le peuple français soit consulté par voie de référendum avant tout passage à la monnaie unique. Les deux délégations ont également décidé dans le cours de leurs campagnes respectives de mener des initiatives communes.

La campagne du P.C.F. pour le référendum

Lors du point de presse à l'issue de la rencontre P.C.F.-M.D.C., Robert Hue indiquait : « *il ne faut pas voir dans la poursuite de ces deux campagnes simultanées (celle du P.C.F. et celle du M.D.C.), la volonté de restreindre une démarche commune. Nous avons des identités à respecter pour donner de la force à la nécessaire dynamique. Notre objectif est clair : nous voulons aboutir, obtenir que le peuple soit consulté. Il y aura d'autres rencontres entre nous. La prochaine fois, peut-être qu'il y aura d'autres personnes autour de la table, car nous voulons aussi le rassemblement de tous ceux qui ne veulent pas que les marchés financiers fassent la loi.* »

D'ores et déjà, la pétition nationale que notre parti met à la disposition des gens est dans les sections. Il s'agit maintenant de multiplier les initiatives publiques pour faire signer massivement cette pétition dont le texte n'implique nullement un accord préalable avec notre conception de la construction européenne mais entend donner de la force à l'exigence d'une consultation de notre peuple.



Rencontre départementale

Jeudi 23 janvier, une délégation de notre parti - composée de Gilles Bontemps, Jean-René Teillant et Yann Vince - a rencontré une délégation du MDC au siège de notre fédération.

Les deux délégations ont fait leur, la déclaration commune de leurs deux organisations et rendue

publique le 7 janvier. Elles ont souligné leur volonté de contribuer au niveau départemental à faire grandir l'exigence d'un référendum sur la monnaie unique. Chacune des organisations a fait part de ses propres initiatives qui concourent à renforcer les convergences existantes.

L'objectif
décidé
par
le Comité
National
du
20 janvier
est de
recueillir
1 000 000
de
signatures
d'ici l'été

**PETITION
NATIONALE**

Je demande l'organisation d'un référendum sur la monnaie unique.

Nom

Prénom

Adresse

Signature

A retourner au journal.

Repères

Sondages

66 % des Français réclament un référendum sur la monnaie unique. C'est ce qu'indique le sondage Gallup publié le 10 janvier. Si 56 % des Français votaient a priori en faveur de l'euro, ils ne sont que 17 % à désirer une Europe totalement intégrée avec un gouvernement européen qui prendrait toutes les décisions importantes. On est loin de l'euphorie manifestée par Alain Juppé ! En résumé, ce sondage confirme l'utilité d'un grand débat national sur le passage à la monnaie unique. Parce qu'il est revendiqué par 2 Français sur 3, à l'occasion d'un référendum. Mais aussi parce qu'il souligne combien des citoyens sont dépourvus d'une information sérieuse sur le sujet. On se rappelle d'ailleurs que le regard de nos compatriotes sur le traité de Maastricht avait été éclairé par le débat occasionné par le référendum.

L'enquête Gallup a été réalisée simultanément également en Allemagne, au Royaume-Uni et en Italie. Ses résultats souli-

gnent à leur manière des réserves que les peuples européens nourrissent à l'égard de la construction européenne actuelle. Le premier enseignement porte sur la volonté très largement partagée d'être consulté sur les processus en cours.

Sur la dizaine de questions posées, la seule qui obtienne une majorité de « oui » dans tous les pays est ainsi formulée : « *pensez-vous qu'il devrait y avoir un référendum dans votre pays sur la monnaie unique européenne ?* ».

Si 76 % des Britanniques souhaitent une consultation, les Allemands sont encore plus nombreux (79 %) dans ce cas ; les Italiens se prononcent également majoritairement dans ce sens (52 %) rejoignant l'opinion des Français (66 %). On peut penser que les autres peuples européens (particulièrement en Scandinavie), s'ils avaient été sondés, n'auraient pas démenti cette exigence marquante. La force que représente de telles convergences n'est-elle pas souvent sous-estimée ?

Démarches convergentes

L'idée portant l'exigence d'un référendum fait son chemin chez d'autres à gauche. C'est ainsi le cas de la Ligue Communiste Révolutionnaire dont le porte parole Alain Krivine vient de faire part de son projet « *d'entente pour l'espoir* », basé sur 10 propositions « *sources du mouvement social* ».

C'est le cas pour les Verts et d'un certain nombre de personnalités. Il faut dire que la perspective même de la monnaie unique et de ses dangers soulève de plus en plus d'interrogations rendant nécessaire le débat sur cette importante question. Récemment dans un article publié par le « *Figaro-économie* » (26-12-96), J.P. Vespéroni, professeur à l'université de Rouen conteste les arguments utilisés par Jacques Chirac dans sa défense de la monnaie unique « *pour justifier les sacrifices que sa réalisation impose et imposera de plus en plus aux français* ». Comment croire, estime l'universitaire que la Banque Centrale Européenne (avec la monnaie unique) aura une politique différente de celle de la Bundesbank ? et concluant : « *L'Europe n'a pas besoin de la monnaie unique. Elle a le plus grand besoin d'une politique monétaire commune (...) conçue et mise en œuvre en fonction de l'intérêt général de toute l'Europe* ».

Souscription de la maison des communistes

Le collectage a obtenu de premiers résultats significatifs. Le courrier adressé à de nombreux communistes et amis de notre Parti a permis dans la préparation des Conférences de Section, de la Conférence fédérale et du 29^e Congrès de recueillir de nombreux versements.

Il s'agit de passer la vitesse supérieure. Pour cela, une carte de collectage a été éditée, elle est à la disposition des organismes du Parti. La sollicitation de tous les adhérents, amis, lecteurs des Nouvelles est décisive pour donner à cette souscription, l'élan nécessaire.

La réussite du collectage conditionne l'engagement des travaux du siège fédéral.

Nul doute que la mobilisation des énergies permettra d'engager très vite cette rénovation devenue nécessaire pour faire du siège fédéral, la maison des communistes dont nous avons besoin.

Anonymes 4 000 F.

DIRECT FEDERATION :
Anonyme 3 000 F ; Anonyme 500 F ; Anonyme 500 F.

PRESQU'ILE GUERANDAISE
Pierre LE BERCHE 500 F ; Yvonne NOBLET 1 800 F.

SAINT-NAZAIRE
Marthe GALLET 1 000 F ; Guy TEXIER 1 200 F.

NANTES
Daniel FROUIN 300 F ; Patricia MORINIERE 300 F ; Joseph BARRE 200 F ; Pierre VILPOUX 250 F ; Henri GOIC 500 F ; Ghislaine LELOUP 300 F ; Marie BRISSET 200 F ; Gilles MORINIERE 300 F ; Claude MONNIER 100 F ; Maurice LAREDO 100 F.

PAYS DE RETZ
Section 500 F ; Yves SIMON 100 F ; Jean-Louis DAJOUX 500 F.

BRIERE
Catherine et Philippe AOUSTIN 500 F ; Michelle PICAUD 300 F ; Yves LEMOINE 2 000 F ; Jean-Louis LE CORRE 600 F ; Anonyme 500 F.

3 RIVIERES
Section 200 F ; Georgette et Robert LECOSSOIS 200 F.

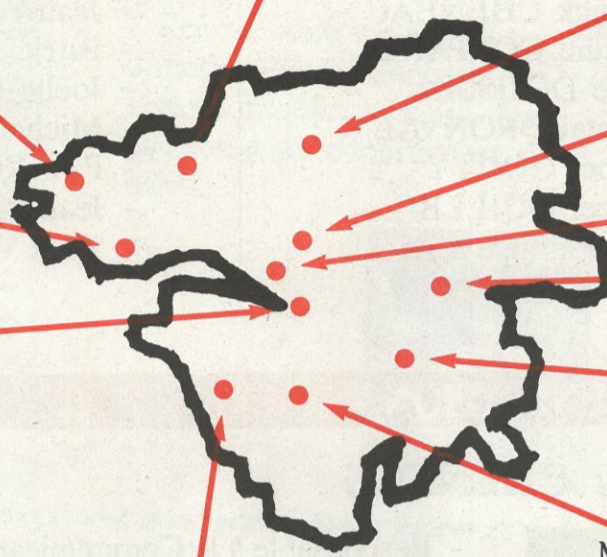
SAINT-HERBLAIN GESVRES ET CENS
Claudine JACOTIN 200 F ; Jeanne et Marcel HARANG 500 F.

BASSE-LOIRE
Claude et Viviane ARTEAUD 100 F.

VAL DE LOIRE
Serge BERNAGE 100 F ; Andrée MAIGNIEN 200 F.

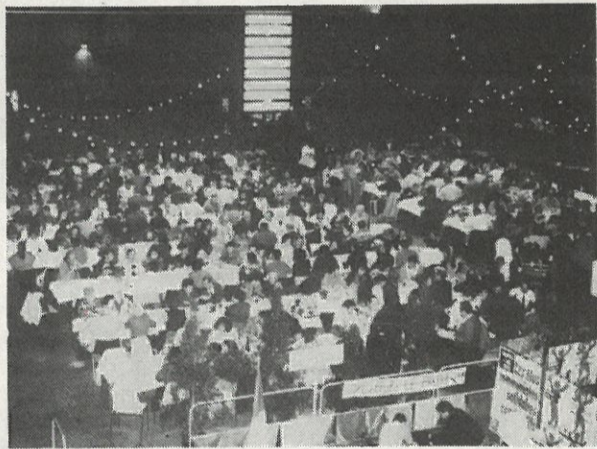
LOIRE ET SEVRE
Cellule BRAUD 2 000 F ; Roger LOUARD 200 F ; Michel GOUTY 500 F.

REZÉ SUD LOIRE
M. et Mme HUBERT René 200 F ; Joëlle FROUIN 300 F ; Guy FERRAND 200 F ; René PAUVERT 1 000 F ; Anna BETOU 100 F ; M. et Mme Paul AVERTY 100 F ; M. et Mme Georges ROUSSELOT 100 F ; Gérard HOYEZ 500 F ; Michel HURTEL 200 F ; Josette LE DELEZY 100 F ; Michel EVAIN 600 F.



BANQUET FÉDÉRAL

21
février
1997,
salle
municipale
de
Saint-Luce



nous avons souhaité tenir après le 29^e Congrès afin de ne pas gêner sa préparation.

C'est maintenant décidé avec l'avis du Comité Fédéral, notre édition 1997 se déroulera le 21 février à partir de 19 heures à la Salle Municipale de Sainte-Luce.

Il n'est pas toujours simple de trouver une salle disponible sur l'Agglomération Nantaise. « Elle est prise pour les 6 mois à venir », entend-on régulièrement.

Cette situation a reculé la tenue de notre Banquet Fédéral que

Initiative dans une période politique où les Communistes ont vécu avec leur 29^e Congrès un moment fort qui donne à leur parti de nouveaux atouts pour répondre à l'attente de notre peuple.

Ouverture quand des milliers de personnes ont le regard tourné vers les Communistes et attendent d'eux des initiatives politiques.

Le Banquet de notre Fédération doit réunir

ces deux aspects vers les Communistes pour leur proposer de participer à cette soirée et vers tous ceux qui ne sont pas adhérents au Parti Communiste et s'en approchent ou luttent avec lui.

Le succès de l'édition 1997 dépendra de notre capacité à proposer largement autour de nous pour s'y inscrire.

C'est ce que nous vous proposons dès maintenant d'engager.

Comment s'inscrire au Banquet :

Auprès de votre Section ou de la Fédération. Le prix du repas tout compris est fixé comme les années précédentes à 85 F et comprend : apéritif, huîtres, terrine bretonne, filet de saumon à l'oseille et sa julienne de légumes, fromage, pâtisserie, café, vin rouge et blanc.

Pour aider la Fédération de Loire-Atlantique du P.C.F. à réaliser les rénovations et les travaux nécessaires à une meilleure utilisation de son siège

pour lui permettre d'entretenir l'immeuble

Je participe à la souscription « siège du Parti Communiste »

Je verse.....francs à l'ordre de « Marcel GUILLE »

Je souhaite contribuer à la souscription en échelonnant mes règlements

Je joins.....(nombre de chèques) de.....francs

Nom - Prénom.....

Adresse.....

J'accepte que mon nom et mon versement soient publiés dans « Les Nouvelles de Loire-Atlantique »

Oui Non

ce coupon est à retourner à la Fédération de Loire-Atlantique du P.C.F. 41, rue des Olivettes - 44000 NANTES

RESPONSABILITES ET ORGANIS

Lors de sa première réunion, le 7 Janvier le Comité Fédéral a réfléchi à la répartition des responsabilités au sein de la direction départementale du Parti. Il a travaillé à partir des priorités et des choix effectués par la Conférence Fédérale des 29 et 30 Novembre et 1^{er} Décembre 1996 à St-Nazaire et du 29^e Congrès du Parti Communiste. Dans cet esprit, il a discuté de la mise en œuvre d'une nouvelle conception des responsabilités permettant un nouveau développement du travail collectif. « La discussion se poursuit pour quelques autres responsabilités et pour les commissions ».

Le Comité Fédéral a élu à l'unanimité son Bureau composé de 16 membres parmi lesquels 4 femmes.

- Gilles BONTEMPS
 - Yannick CHENEAU
 - Claudie CORPARD
 - Serge DOUSSIN
 - Chantal DRONVAL
 - Michel GOUTY
 - Marcel GUILLE
 - Jean-Philippe LEGAL
- Didier LEON
 - Jean-Yves MARTIN
 - Patricia MORINIERE
 - Joëlle PATRON
 - Michel RICA
 - Paul ROBERT
 - Jean-René TEILLANT
 - Yann VINCE

ORGANISATION

Jean-René TEILLANT

- Responsable



Adjoints :
Claude Constant
et
Mireille Rouaud

COMMUNICATION

Yannick CHENEAU



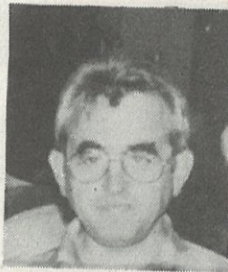
- Responsable à la Communication à l'information, à la diffusion de la presse Communiste
- Directeur des Nouvelles de Loire-Atlantique
- Chargé des Relations avec la Presse

Aidé par :

Paul Robert
Responsable adjoint à la communication



Pierre Riou
Responsable adjoint à l'Huma



Hubert Faivre-Pierret
Responsable à la diffusion de Regards

AIDE A LA PROMOTION

Gilles BONTEMPS

Secrétaire Fédéral et chargé de l'aide à la promotion des militants



Patricia M
- Responsable parmi les fem

et

Chantal Dronval adjointe.



FORMATION DES MILITANTS

Michel GOUTY



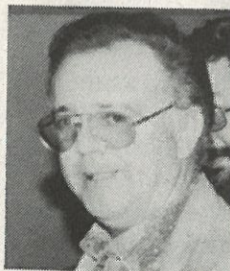
- Responsable à la Formation des militants

Aidé par

Joëlle Patron
Responsable adjointe à la formation



Didier Léon
Responsable à la diffusion d'Economie et Politique



Véronique Raitière
Responsable à la diffusion des Cahiers du Communisme



Françoise Libbot Panizza
Responsable aux questions de la Santé et de la Protection sociale



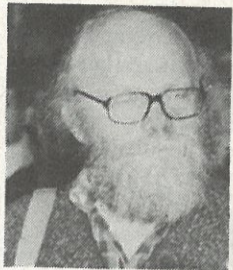
Guy Texier
Responsable aux questions de l'environnement

SATION DU COMITE FEDERAL

à l'organisation



Jean-Yves Martin
- Responsable des relations avec les intellectuels, et de la Culture.



Serge Doussin
Responsable aux questions de l'emploi et de l'industrie

René Bihoré
chargé du suivi du District de l'Agglomération Nantaise



René Magré
Responsable du Travail en direction des Croyants



Joël Corpard
Responsable du Livre

Jean-Luc Plumelet
Responsable aux questions de la ruralité

Michèle Picaud
Responsable aux questions du Logement



JEUNESSE



Yann VINCE

- Responsable du travail en direction de la Jeunesse
- Responsable du suivi des questions du département et de région

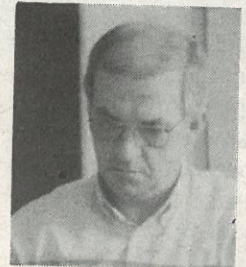
Aidé par

- **Didier Potiron**
Responsable adjoint à la jeunesse

- **Michel Boutet**
Responsable adjoint aux questions du Département et de la région en lien avec **Marc Justy**, Président de l'ADECR.



Trésorier fédéral



Marcel Guillé

Commission de Contrôle Financier



Raymond Lannuzel

Président de la Commission de Contrôle Financier



Janine Dusseaux
Membre de la CCF



Gérard Rastel
Membre de la CCF

RELATION AVEC LES PARTIS ET ASSOCIATIONS ACTIVITE A L'ENTREPRISE



Michel RICA

- Responsable du Travail à l'entreprise
- Responsable des relations avec les partis politiques, les organisations et le mouvement associatif.

Aidé par

- **Janine Dusseaux** - responsable des Relations avec les mouvements pacifistes Responsable aux questions de la Paix et du désarmement.
- **Didier Léon** - responsable avec les organisations antiracistes.
- **Joëlle Patron** - responsable avec les organisations Familiales et Féministes.

ENSEIGNEMENT

Claudie CORPARD
- Responsable aux questions d'enseignement et de formation

Aidée par

- **Yvon Renevot**
Responsable adjoint



REGION

- **Gilles BONTEMPS**
- **Raymond LANNUZEL**
- **Yann VINCE**
ont été élus par le Comité Fédéral au Comité Régional

La retraite à 55 ans : UN LEURRE OU UN PROGRÈS ?

Le gouvernement s'apprête à faire passer une loi instituant la retraite par capitalisation.

Il s'agit de mettre en place dans notre pays un dispositif permettant la mise à disposition de l'épargne des salariés au marché financier pour assurer leur future retraite.

L'ensemble des organisations syndicales à l'exception de la C.F.D.T., avec leurs propres conceptions, se sont déclarées contre ce projet qui, au regard de ce qui se passe dans différents pays tels l'Allemagne, l'Angleterre ou les Etats-Unis, viendrait contrecarrer notre actuelle protection sociale : la Sécurité Sociale qui, elle, est basée sur la répartition.

Ces fonds de pensions se révèlent juteux pour le capital et la spéculation. C'est ainsi qu'il est escompté 40 milliards de francs d'ici les prochaines années en France, qu'ils ont rapporté 2350 milliards en 1988 au Royaume Uni, 10 000 milliards aux Etats-Unis ou



encore 249 milliards en Allemagne.

La retraite a toujours été une revendication sensible du monde du travail. Aujourd'hui, une grande majorité de français s'oppose à la capitalisation, 61 % d'entre eux se déclarent pour la retraite à 55 ans.

Cette idée de retraite, dès 55 ans appelle à la mise en chantier d'une autre façon de travailler, d'un nouveau rapport entre le temps de travail, le temps de loisir, le temps de vivre et une autre société.

Dans un débat national, où chacune et chacun d'entre nous est impliqué, nous avons voulu réunir les différentes positions.

Le parti socialiste n'est pas d'accord

Ségolène Royal, François Hollande, Jacques Delors ont clairement affiché la couleur, ils s'opposent à une généralisation de l'abaissement de la retraite à 55 ans.

Problème de financement disent-ils, rejoignant ainsi d'autres déclarations de personnalités de Droite ou gouvernementales.

Il ne faut pas généraliser cette demande comme la Gauche l'a fait pour la retraite à 60 ans, cette demande, exprime le porte-parole du Parti Socialiste.

Une conception nouvelle de l'emploi pour une autre société

Lors de leur 29^e Congrès, les Communistes ont débattu d'un dispositif assurant à toutes et tous un emploi ou une formation liée à l'emploi.

Peut-on envisager aujourd'hui une société pouvant assurer à toutes et tous un emploi ? Oui, ont-ils répondu.

Il suffit de se placer dans une perspective de construction, aux travers des luttes, d'un système social nouveau de dépassement de la précarité et du chômage, d'un système de sécurité d'emploi et de formation.

Dans son rapport au 29^e Congrès, Robert Hue précisait qu'il s'agissait de créer et de proposer pour tous de vrais emplois

modernes incluant et mêlant Travail, Formation, Responsabilité, Droit de Regard et de Décision, Motivation et Intérêt.

Cela suppose une réduction importante du temps de travail sans perte de salaires avec embauche compensatrice et l'adoption d'une loi Cadre, fixant la durée maximale du temps de travail à 35 heures.

Cela libérerait des emplois, libérerait des êtres humains, restituerait le travail à sa dimension de moyen d'une fin qui s'appelle la vie avec ce que cela implique.

D'autre part, le Parti Communiste se prononce contre la mise en cause du droit à la retraite à 60 ans

et réclame le retour à 37 ans 1/2 de cotisations, ce qui est tout à fait possible avec les mesures qu'il propose par un nouveau financement de la Sécurité Sociale ainsi que la retraite à 55 ans pour les femmes et les salariés ayant des conditions de travail difficiles.

Les communistes déclinent dans l'aspiration populaire que représente la retraite à 55 ans, l'expression d'une aspiration de plus en plus forte à voir l'être humain occuper une autre place dans la société. Ils entendent et affirment apporter leur contribution à la construction d'une telle perspective avec tous ceux qui le voudront.

Qu'en pensent-ils ?

La majorité des syndicats est opposé au Plan Gouvernemental, que disent-ils sur la retraite à 55 ans ?

La C.G.T.

La C.G.T. s'est exprimée clairement en faveur d'une loi Cadre sur la retraite à 55 ans sans perte de salaire et de pension. Une loi Cadre selon le syndicat, ne dit pas application mécanique, uniforme et instantanée partout sans tenir compte des spécificités. Cela signifie que tous les secteurs d'activité sont concernés par l'abaissement de l'âge de la retraite. Un mouvement dans ce sens favoriserait l'emploi et la relance.

FO

Cette revendication pour Force Ouvrière n'émane pas des syndicats mais des gens eux-mêmes. Ils aspirent à rentrer à la maison.

Le syndicat constate que beaucoup lui reproche son manque de pugnacité lors de la loi qui a porté de 37,5 à 40 ans la durée de cotisations, pour conclure qu'il y a toujours 3,5 millions de chômeurs et 1 million de Rmistes.

La C.F.T.C.

Le syndicat souligne que le financement de la retraite à 60 ans est de plus en plus difficile. Toutefois, il constate que les entreprises suppriment des emplois parmi le personnel le plus ancien et que de leur côté beaucoup de salariés démobilisés souhaitent partir à la retraite avant 60 ans.

La C.G.C.

La Confédération des Cadres n'accepte pas l'hypothèse de travailler jusqu'à 65 ou 70 ans alors que dans le même temps des dizaines de milliers de salariés sont pris dans des plans sociaux qui suppriment leur emploi.

Le vrai débat explique le syndicat est la réorganisation de tout le cycle de la vie, regrettant au passage que les discussions avec le patronat soient prises dans les glaces.

Insécurité : les communistes chez le préfet

A sa demande, une délégation de la Cellule des Dervallières du Parti Communiste a été reçue à la Préfecture le 9 janvier 1997.

L'objet de cet entretien était lié à l'aggravation de la violence qui prend des dimensions préoccupantes dans la cité : la multiplication des dégradations, l'incendie de plusieurs véhicules.

Les Communistes des Dervallières, au cours de cette entrevue, ont demandé de réagir au plus vite pour ne pas banaliser ces agressions et ces violences. Ils ont souhaité que les pouvoirs publics, en premier lieu la police, pren-



nent des dispositions à la hauteur des problèmes encourus par la population.

Ils ont réaffirmé que la violence ne naît pas de rien. Elle vient de la fracture sociale, de la montée des inégalités et de la pauvreté d'une partie croissante de la population. L'absence de perspective débouche sur la désespérance mais aussi sur la violence.

Comprendre n'est pas tolérer

Les réponses du représentant du Préfet furent :

1) Toutes les mesures vont être mises en œuvre pour assurer l'ordre public,

2) Au chapitre préventif, après un examen sur l'ensemble de la localité, des initiatives devraient voir le jour. Mais en la matière, l'autorité préfectorale est restée très abstraite sur ces dispositifs, absence de volonté politique et de mise à disposition de moyens résumant ce mutisme.

Les Communistes des Dervallières ont réaffirmé que la prévention sociale nécessite des moyens accrus concernant l'école, la formation professionnelle et le plein emploi. Les orientations développées par le représentant du Préfet tournent le dos à ces objectifs.

Dans ce contexte, les Communistes des Dervallières ont appelé la population, les associations, les élus, à se mobiliser pour que chacun prenne ses responsabilités afin d'obtenir le droit de vivre en sécurité.

Un certain aveu

Les vols sont en hausse de 45 %, les vols de voitures de près de 16 %, les rodéos deviennent une forme de délinquance particulièrement dangereuse. Tels sont les propos tenus par le Procureur de la République lors de l'audience solennelle de rentrée du Tribunal de Grande Instance.

Un certain aveu de Pierre Forest qui décrit

ainsi la situation : « ce constat n'est guère encourageant et je suis convaincu qu'il est vain d'espérer une diminution significative de cette délinquance tant que la situation économique ne sera pas améliorée.

Il n'est jamais trop tard pour parler de la fracture sociale encore faut-il donner les moyens pour améliorer la situation... ».

Droits des femmes et parité



Un rapport de l'Observatoire sur la parité politique hommes/femmes a été remis au Premier Ministre qui a promis un débat sur ce thème à l'Assemblée Nationale aux alentours du 8 mars 97.

NLA : Ce rapport va-t-il aider à combler le déficit démocratique que traduit la quasi absence des femmes dans la représentation politique ?

Patricia Morinière : Ce rapport est important car il va mettre en débat sur la place publique la question de la parité. Il contient des propositions qui permettraient en partie, de remédier à cette inégalité. Il

repré- prend d'ailleurs certaines propositions émises par Robert Hue, lors de son audition à l'Observatoire, notamment la proportionnelle et le statut de l'élu(e). Mais ce rapport est insuffisant en lui-même. Il est un point d'appui pour les femmes qui doivent faire entendre leurs aspirations, leurs revendications.

NLA : Comment faire avancer véritablement la parité ?

P.M. : Il faut combattre tout ce qui empêche, tout ce qui limite la prise de responsabilité des femmes. Il faut leur permettre de mener de pair, leur vie de femme, de salariée, de mère et de citoyenne. Il faut que chaque femme puisse se former, accéder à un travail qualifié, avoir les moyens de faire garder ses enfants dans de bonnes conditions.

Comme les hommes, les femmes souhaitent voir s'améliorer les conditions de travail, elles aspirent à en voir diminuer la durée.

NLA : Le travail est donc pour les femmes source de liberté, d'indépendance, d'émancipation ?

P.M. : Oui, mais ce droit n'est pas pleinement

reconnu aux femmes que l'on cherche à culpabiliser par rapport à leurs familles, leurs enfants.

Heureusement, toutes ces tentatives se heurtent à la résistance des femmes qui représentent aujourd'hui la moitié des salariés. Mais elles restent plus précaires, plus touchées par le temps partiel ou le chômage que les hommes.

NLA : Ces inégalités sont-elles de simples résidus de l'histoire que l'évolution sociale va faire disparaître ?

P.M. : Non, ces inégalités sont partie prenante d'une construction sociale qui remet en cause le plein emploi pour tous. Le combat pour la mixité dans le travail peut-être porteur de progrès pour tous.

NLA : Le féminisme, un levier pour faire changer la société ?

P.M. : Les revendications des femmes permettent de poser toutes les grandes questions de société : droit au travail, sécurité sociale, éducation... mais aussi I.V.G., contraception. Refuser les coups portés, avoir des propositions à la hauteur

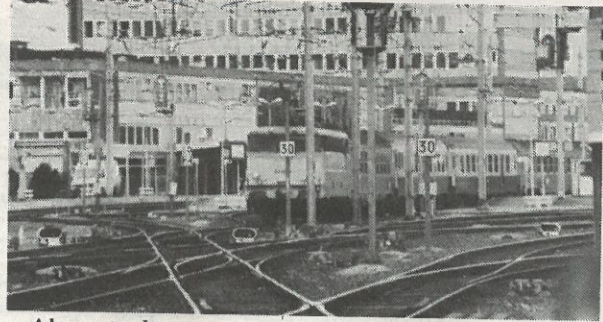
des exigences des femmes cela pose la question du changement politique. Oui, il faut battre la droite, mais pour mettre en œuvre quelle politique ? Cela pose la nécessité de rassembler pour donner un contenu de progrès social à cette politique, de rompre avec la loi de l'argent et la logique de Maastricht.

NLA : Comment le Parti Communiste aborde la question de la parité ?

P.M. : Lors de la préparation du 29^e Congrès, les communistes ont beaucoup discuté de la parité, de la nécessité de ne pas se passer de l'apport des femmes pour construire une autre politique.

Cette volonté s'est traduite par une augmentation importante du nombre des femmes élues dans les instances de direction à tous les niveaux, ce qui est un élément déterminant pour aider les femmes à prendre toute leur place dans le Parti et la vie publique. La Fédération de Loire-Atlantique a décidé de faire du 8 mars prochain un temps fort et sympathique de cette démarche, en organisant un spectacle qui témoigne de la lutte des femmes dans l'histoire.

Mouvements à la SNCF



Alors que le gouvernement accélère la mise en œuvre de son projet de déréglementation, nous avons demandé à Pierre RIOU, responsable Communiste des Cheminots, ses réactions :

« Aujourd'hui, le gouvernement veut imposer un projet qui consacre l'éclatement de la SNCF. L'état reprendrait nous dit-on 134 milliards de dettes : c'est une tromperie puisque'il s'agit d'un simple transfert de dettes entre l'EPIC SNCF et l'EPIC RFN (Réseau Ferré National).

D'autre part, le Ministre des Transports avait déclaré que la réforme ne se ferait pas contre et sans le personnel, qu'en est-il aujourd'hui alors qu'il refuse la demande de la C.G.T. d'organiser une consultation officielle des cheminots sur la réforme ».

Pour Pierre RIOU, « la SNCF ne souffre pas

de son statut de service public mais de l'offensive de déréglementation à laquelle elle est soumise.

Avec la suppression de 73 000 emplois en 10 ans, comment l'entreprise peut-elle assumer toujours plus et mieux ses missions ? ».

Pour conclure, il déclare : « Il y a nécessité de réforme, une réforme positive qui ne réponde pas aux attentes des marchés financiers mais aux besoins des usagers, des entreprises, de la nation, en terme d'accès au transport ferroviaire public d'aménagement du territoire mais aussi de création d'emploi et de respect de l'environnement.

Ce n'est pas seulement une question de principe mais une bataille d'intérêt général. Les Communistes sont décidés à ne pas laisser le gouvernement passer sa réforme ».

La semaine de l'Abonneur

C'est parti et bien parti pour le portage de l'Humanité dans la Région Nazairienne.

L'abonneur du journal qui était dans notre départe-

ment à la mi-janvier a réalisé en 1 semaine 7 abonnements longue durée à l'Humanité quotidienne et 3 à l'Humanité-Dimanche.



POUR PLUS DE RENSEIGNEMENTS
Téléphonez au 02.40.35.03.00

Rencontre des élus communistes avec AIDES

Le Groupe Communistes de la Mairie de Nantes a rencontré le mercredi 15 janvier, l'association départementale AIDES, pour discuter de la politique de lutte contre le SIDA, mise en place par la municipalité nantaise et les associations.

Suite à cet échange, les

élus Communistes profiteront du débat général sur le CHU au prochain Conseil Municipal, les 3 et 4 février 1997, pour faire part de ses propositions sur la lutte contre le SIDA et rappeler les engagements que la municipalité a pris en signant « La charte du 1^{er} décembre ».

SOIS RE-BELLE et T'ES TOI!

~ Comédie Musicale ~

L'Histoire des femmes fut bien souvent traitée et quelquefois maltraitée au cours des siècles.

A notre époque, pas un jour sans que "LA FEMME" soit au cœur de l'actualité, films, débats télévisés, chansons, livres, rencontres et réflexions, etc.

Pourtant l'idée d'égalité dans la différence n'est pas encore acceptée par tous.

Drôle, gai et ironique, le spectacle : "SOIS RE-BELLE ET T'ES TOI!" débute en 1791 avec la Déclaration des Droits de la Femme d'Olympe de Gouges, et traverse les grands moments de notre histoire jusqu'à nos jours.

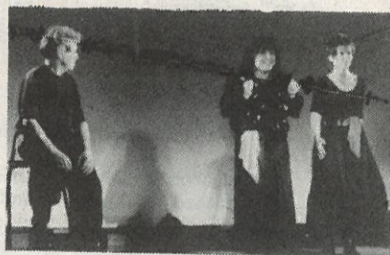
28 chansons d'humour et d'amour, chansons témoignages qui s'entrecroisent avec des textes choisis de Bernard DIMEY, Jean TARDILU, Boris VIAN, ARAGON, Jacques PREVERT, Victor HUGO, Paul ELUARD.

Dans le décor sobre d'un bar, 3 artistes chanteur(euses), comédien(nes) chantent et dialoguent sur le passé et le devenir de la femme.

Celle-ci est-elle destinée à être rebelle pour ETRE ?

Géré par ordinateur, un audiovisuel sur grand écran, composé de dessins d'époque et de photos contemporaines vient animer et enrichir ce spectacle.

Une orchestration musicale originale, une régie technique SON et LUMIERE utilisant les procédés les plus actuels en font un spectacle résolument moderne dans sa démarche et sa présentation.



~ Les Artistes ~

Martine SARRI Charlotte GRENAT Jean-Pierre LACOT

Salle Francine Vasse

Samedi 8 Mars 1997

Prix des places : 40 F

Renseignements et réservations au 02.40.35.03.00

Riches/pauvres

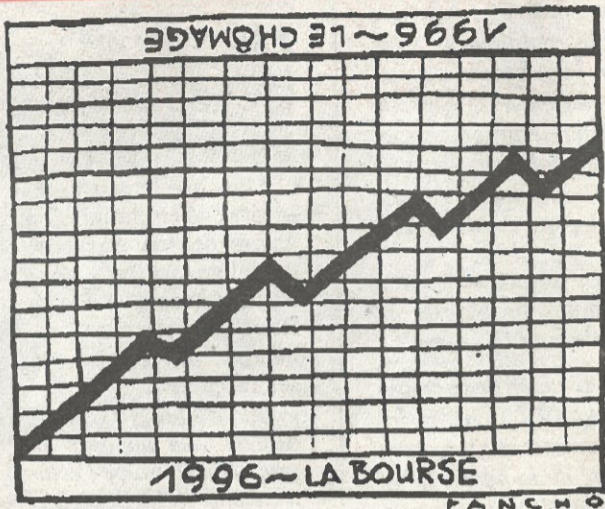
L'écart se creuse

Les inégalités sociales n'en finissent plus de se creuser en France. Tel est le principal enseignement du dernier rapport du Conseil supérieur de l'emploi, des revenus et des coûts, le CERC, rendu public début janvier.

Alors que ces dernières années, les revenus de la propriété s'accroissent, « les salaires nets ont diminué en francs constants en 1993 et 1994 ».

Evidemment, se creuse l'écart entre les niveaux de vie des différentes couches de la population : « Entre 1989 et 1994, les inégalités de niveau de vie augmentent clairement.

Ainsi, par exemple, le rapport entre les 10 % des ménages les plus pauvres et les 10 % les plus fortunés passe de 4,1 en 1989 à 4,5 en 1994 ». Chez les actifs, dit toujours le rapport, le niveau de vie des ménages les moins fortunés « stagne » ; celui des « ménages modestes s'accroît à peine » (0,5 %) ; il progresse un



peu chez les ménages « moyennement aisés » (+ 1,5 %) ; il progresse « nettement en haut de la distribution (+3 %) ».

Plus précisément encore, la note officielle estime que « en dix ans, le niveau de vie des ménages d'ouvriers non qualifiés a diminué de 5 %, celui des employés n'a pas bougé et celui des cadres a augmenté ».

Ce ne sont pas les résultats des hausses des pro-

duits boursiers pour 1996 qui vont contredire cette tendance. Selon le journal *Le Monde* du 6 janvier, ce fut « une brillante année pour les marchés financiers ». A Paris, la Bourse a connu une hausse de 23,24 %, « sa plus belle performance depuis 1988 ». Parmi les raisons qui expliquent cette flambée spéculative vient en bonne place la politique gouvernementale de « strict respect des critères de convergence imposés par le traité de Maastricht »...

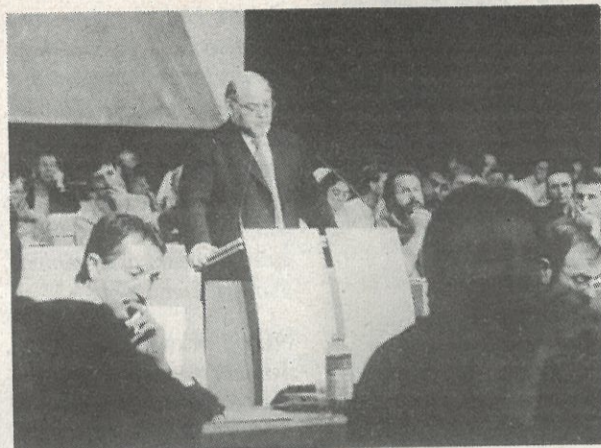
Intox



Au moment du 29^e Congrès, les médias se sont fait porteurs d'informations erronées selon lesquelles les communistes auraient abandonné le sigle, la faucille et le marteau.

Que celles et ceux qui s'interrogent, soient éclairés, le Congrès n'a pas discuté de cette question, il n'a donc pas décidé de cela. Le sigle n'a pas disparu de l'Huma Dimanche puisqu'il n'y figurait pas ! Il figure sur les cartes 97, sur les timbres, sur les statuts, sur la Une de l'Huma.

Ces fausses informations, s'appuyant sur les propos de quelques délégués au Congrès, ont sans doute pour but d'alimenter les spéculations et le doute sur la radicalité des choix des communistes dans une période où le P.C.F. est de plus en plus en phase avec les exigences des citoyens, où il peut jouer un plus grand rôle et répondre aussi à une forte attente du pays.

L'intégral du 29^e CongrèsLES CAHIERS DU COMMUNISME SPECIAL 29^e CONGRES

Un document exceptionnel de plus de 300 pages
Le déroulement du Congrès séance par séance
Le rapport de Robert Hue
Les 67 interventions dans la discussion générale
L'allocation de Francis Wurtz accueillant les délégations étrangères
Le débat de la Jeunesse Communiste
Les interventions des cinq personnalités extérieures
Les rapports de commissions
De larges extraits des interventions sur les amendements, les votes, le document final
L'élection du Comité National, la discussion, la nouvelle direction
L'allocation de clôture de Robert Hue.

Ce numéro spécial est à commander auprès des secrétaires de cellule, de section ou directement à la Fédération au 41, rue des Olivettes à Nantes.
Prix du livre = 120 francs

Téléphone de la Fédération : 02.40.35.03.00

CALENDRIER DU JARDINIER

FÉVRIER - En pleine terre
Ail - Chicorée sauvage - Echalotes - Laitues de printemps - Oignons jaune paille - Oignons de Mulhouse (pulpes) - Persil - Poireaux - Pois hâtifs à grains ronds - Radis.

Sous châssis
Carottes hâtives - Choux-fleurs hâtifs - Choux de pommes - Oignons blancs - Melons - Poireaux - Radis - Tomates.

En pleine terre
Pois de senteur.

MARS - En pleine terre
Ail - Echalotes - Choux cabus et Milan - Carottes - Chicorée - Choux-fleurs - Ciboule - Ciboulette (plants) - Echalotes - Epinards d'été - laitues de printemps

et d'été - Laitues romaines - Navets - Oignons blancs et jaunes - Oseille - Persil - Poireaux - Pois ronds et ridés - Pommes de terre hâtives - Radis - Salsifis.

Sous châssis
Céleri - Chicorées frisées - Pommes de terre germées - Tomates - Haricots pour filets.

Coreopsis Godétias Ipomées - Julienne de Mahon - Gypsophiles - Mufliers - Oeillets divers - Pieds d'alouette - Pois de senteur - Reines-marguerites - Scabieuses - Silènes - Soucis - Thalspis - Zinnias.

Sous châssis
Balsamines - Bégonias - Gobées - Gaillardes - Hélioïtropes - Ipomées à grandes fleurs - Oeillets divers - Pétunias - Sauges.

AVRIL - En pleine terre
Artichauts (cilletons) - Asperges (griffes) - Betteraves - Carottes - Céleris - Chicorées - Choux-fleurs - Choux navets - Ciboule - Ciboulette - Epinards - Estragon - Fraisières - Haricots - Laitues - Navets - Oignons - Persil - Pissenlits - Poireaux - Pois ronds et sucrés - Pommes de terre - Radis.

Sous châssis
Aubergines - Courges - Melons - Potirons.
Coquelicots - Coréopsis - Cosmos - Eschscholtzia - Gaillardes - Giroflées - Godétias - Gypsophiles - Immortelles - Ipomées - Juliennes - Lin rouge - Mufliers - Oeillets divers - Phlox - Pois de senteur - Pourprier - Pylèthre - Reines-marguerites - Réséda - Rose d'Inde - Salpigolisis - Sauges - Scabieuses - Silènes - Soucis - Thalspis - Zinnias.

MAI - En pleine terre
Artichauts - Betteraves - Cardons - Carottes - Céleri - Chicorées sauvages - Endives - Choux navets - Ciboulette - Concombres - Cornichons - Courbes - Epinards d'été - Haricots - Laitues - Melons - Navets - Oseille - Persil - Pissenlits - Poireaux - Pois - Potirons - Radis - Salsifis - Tétragone - Thym - Tomates.
Oeillets - Pavots - Pétunias - Phlox - Pieds d'alouette - Pourprier - Primevères des jardins - Pyrèthre - Reines-marguerites - Réséda - Ricin - Rose d'Inde - Rose trémière - Salpiglossis - Sauges - Scabieuses - Silènes - Soleils - Soucis - Thalspis - Verveine - Violettes - Zinnias.



JUIN - En pleine terre
Betteraves - Cardons - Carottes - Céleri - Cerfeuil - Chicorée - Concombres - Cornichons - Epinards - Haricots - Laitues - Oseille - Persil - Pissenlits - Poireaux - Pois - Persil - Scorsonères.

Alysses - Amarantes - Ancolies - Anémones - Balsamines - Campanules - Capucines - Centaurées - Célosie - Chrysanthèmes - Clarkias - Cobées - Coréopsis - Eschscholtzias - Gaillardes - Giroflées - Godétias - Gypsophiles.

PÉPINIÈRES ENVIRONNEMENT SERVICES
Création - Entretien de Parcs et Jardins
Expo - Vente de Végétaux
Voie Express Pornichet - SAINT-NAZAIRE
Tél. 02.40.53.00.27

LEROUX

VOTRE GRINETIER

DISTRIBUTEUR DES GRAINES

VILMORIN

JARDINERIE LEROUX, les Six Chemins, route de Pornichet
SAINT-NAZAIRE - Tél. 02.40.70.29.72